

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n° 2 «Les Ailes»
25, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 06/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PASSENAUD

31 rue Baptiste Marcet
37000 Tours

Références : 2025/186
Code AIOT : 0010008459

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement PASSENAUD implanté 31, rue Baptiste Marcet zone industrielle Tours Nord 37000 Tours. L'inspection a été annoncée le 24/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PASSENAUD
- 31, rue Baptiste Marcet zone industrielle Tours Nord 37000 Tours
- Code AIOT : 0010008459
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site fait partie d'un ensemble de 14 sites de gestion des déchets: accueil, transit, tri et regroupement (DEEE, VHU, déchets banals et déchets dangereux), du groupe Denis PASSENAUD, situés sur l'Indre-et-Loire et la région Centre Val de Loire, mais également en Normandie et en Pays de la Loire.

L'ensemble des sites est suivi depuis 2019 par une responsable QSE, récemment suppléée par une chargée de mission concernant la gestion des éléments liés à la réglementation ICPE et à la sécurité. Plusieurs actions ont été mises en œuvre au cours des derniers mois et de nouveaux projets sont en cours ou à l'étude au sein du groupe PASSENAUD.

Le site de Tours devait faire l'objet d'une mise à jour des installations électriques au cours de l'année 2024.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
6	Défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
7	Entreposage des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
8	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 26/02/2025, article L. 541-10-26	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Provenance des VHU	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Recyclage,	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Demande de	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	réutilisation et valorisation VHU	du 31/01/2019, article 11 de l'annexe à l'agrément	justificatif à l'exploitant	
3	Alerte et lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	/	Sans objet
9	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 26/02/2025, article R. 543-155 (II)	/	Sans objet
10	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 26/02/2025, article R. 541-45	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Provenance des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Départements d'origine
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 26/02/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2024
Prescription contrôlée : Les véhicules hors d'usage proviennent principalement d'Indre-et-Loire et des départements limitrophes. [...]
Constats : L'inspection a constaté que sur 940 VHU reçus en 2024, 9 VHU (soit moins de 1%) étaient indiqués comme extérieur au département d'Indre-et-Loire. Cependant, après analyse d'un véhicule, il

<p>apparaît que le véhicule immatriculé GA-959-NP (Renault Master) est un véhicule de location appartenant à la société FRAIKIN FRANCE située à Vitrolles (13). Ce véhicule est un véhicule qui a été incendié dans la Métropole Tourangelle et transporté par le garage Louis XVI situé à Chambray-Les-Tours dans l'établissement PASSENAUD.</p> <p>Pour un autre véhicule, il s'agit d'un véhicule provenant d'un particulier n'ayant pas fait les démarches administratives de changement d'adresse et que le chèque de rachat a été fait à une personne extérieure au département, mais ayant de la famille dans le département.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier que les VHU reçus sur son site proviennent du département ou de départements limitrophes pour chacun des 9 VHU.</p> <p>[Pdc n°1] : Pas de non-respect constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Recyclage, réutilisation et valorisation VHU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 11 de l'annexe à l'agrément
Thème(s) : Situation administrative, Taux de recyclage, réutilisation et valorisation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport du bureau VERITAS qui a audité le site le 04/07/2024 a été transmis à l'inspection. Ce rapport précise que les taux de recyclage et de valorisation sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - TRR : 4,51 % - TRV : 5,42%. <p>Les objectifs de recyclage et de valorisation sont atteints. L'exploitant a indiqué à l'inspection avoir amélioré ces taux en procédant au retrait de tous les pare-chocs et pare-brises des véhicules.</p> <p>[Pdc n° 2] : Pas de non-respect constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Alerte et lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 13/07/2024
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9;- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. [...]- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;- un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
Constats : <p>L'installation est équipée de 26 extincteurs, disposés à différents endroits, accessibles et visibles. Un téléphone est disponible sur site. L'exploitant a rédigé des consignes en cas d'incendie. Un plan du site présentant les moyens d'extinction est à disposition et le positionnement des poteaux incendie est présenté et affiché. Le poteau incendie le plus proche est situé à 111 m du site (n° 663 ayant un débit de 215,8 m³/h à 1 bar)). Un second poteau incendie est localisé sur le plan, situé à 150 m (n° 689 ayant un débit de 187,5 m³/h à 1 bar). L'exploitant a investi dans des tuyaux incendie, dont les raccordements sont adaptés aux poteaux incendie disponibles. Des exercices ont été réalisés avec des salariés pour l'utilisation des matériels (vu, dans le classeur de consignes : fiche de suivi des exercices signée par les salariés ayant pratiqué). Les extincteurs ont été vérifiés par la société ASI le 18/11/2024. Le rapport transmis liste le nombre et le type d'appareils vérifiés et remplacés et sont identifiés à l'aide d'un QR code.</p> <p>[Pdc n° 3] : Pas de non-respect constaté.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, vérification périodiques des installations électriques et registre de suivi
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 13/07/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance [...] des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite aux constats récurrents mentionnés dans les rapports de vérification électrique antérieurs, nécessitant de gros travaux électriques et impliquant le changement d'un nouveau tableau Haute tension avec intervention du gestionnaire du réseau électrique (ENEDIS), l'exploitant a transmis à l'inspection le devis de la société ACTENIUM n° Q.0694653.7.65 du 10/07/2024 signé "bon pour accord" pour un montant de 117 000 €.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a transmis à l'inspection la facture d'acompte n° 9050004596 du 12/07/2024 d'un montant de 35 100 €.</p> <p>Les travaux, à ce jour, ne sont pas encore effectués, mais devraient intervenir dans le 1^{er} semestre de cette année.</p> <p>Considérant ce qui précède, l'exploitant n'a pas jugé nécessaire de vérifier à nouveaux ses installations électriques en 2024.</p> <p>Le constat précédent est reconduit ;</p> <p>[Pdc n° 4] : L'exploitant n'a pas fait vérifier les installations électriques de son installation en 2024. Compte tenu des constats précédents, il doit réaliser les travaux nécessaires à la mise en conformité de ses installations électriques et transmettre le prochain rapport de contrôle des installations ainsi que le Q18, permettant de justifier la levée des non-conformités relevées et la non-dangérosité des installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n°4] formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique
Prescription contrôlée : Applicable à compter de 01/2026 : Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant [...]
Constats : L'inspection a constaté que l'installation était équipée de caméras thermiques automatiques qui surveillent l'ensemble du site et renvoient les alarmes en cas d'intrusion et de départ de feu sur un téléphone portable au responsable de site ou à une autre personne en cas d'indisponibilité de ce dernier. [Pdc n° 5] : Pas de non-respect constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, plan de défense incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none"> • les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; • l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; • les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; • les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en

cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

L'inspection a constaté la présence d'un plan de défense incendie contenant l'ensemble des informations dans un classeur. Cependant, celui-ci n'est pas connu et n'est pas disponible par le service d'incendie en cas d'absence de l'exploitant.

[Pdc n° 6] : Le plan de défense incendie n'a pas été transmis aux services d'incendie et de secours, et n'est pas mis à disposition à l'entrée du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 6] formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Entreposage des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41

Thème(s) : Risques accidentels, Déconnection des Batteries

Prescription contrôlée :

I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :

« Les véhicules accidentés ou présentant un risque d'incendie, entiers ou non, sont entreposés dans une zone de stockage temporaire jusqu'au retrait des batteries de puissance et de démarrage. [...] »

« L'opération d'enlèvement de la batterie est réalisée selon les modalités suivantes :

- « - pour tous les véhicules hors d'usage, la batterie de démarrage est déconnectée dès réception du véhicule hors d'usage puis enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;
- « - pour les véhicules hors d'usage électriques ou hybrides, un contrôle de sécurité de la batterie source d'alimentation principale est réalisé immédiatement par du personnel habilité, puis celle-ci est enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;
- « - pour les véhicules hors d'usage accidentés :
 - « - les batteries de démarrage et de puissance sont retirées avant la fin du premier jour ouvré suivant la réception, sauf si le démontage de la batterie est impossible en moins de quatre heures ;
 - « - après enlèvement, les batteries issues de ces véhicules hors d'usage sont stockées séparément des autres batteries. » (6 alinéas ci-dessus applicables à compter du 1er juillet 2024)

La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.

Constats :

L'inspection a constaté que sur 3 véhicules en attente de dépollution pris au hasard l'ensemble des batteries étaient enlevées.

Cependant, l'inspection a constaté que la zone d'entreposage était située dans une zone ne disposant pas d'une distance de 4 mètres avec la limite de propriété et qu'elle était contre le bâtiment de la zone de dépollution n'étant pas également de 4 mètres de distance.

[Pdc n° 7] : La zone d'entreposage des VHU n'est pas distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 7] formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/02/2025, article L. 541-10-26

Thème(s) : Situation administrative, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)

Prescription contrôlée :

I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 :

1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ;

2° La dépollution des véhicules ;3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les échanges de mail avec l'éco-organisme « Recycler mon véhicule », dernier échange daté du 27 janvier 2025. La société PASSENAUD est en cours de contractualisation.</p> <p>[Pdc n° 8] : La société PASSENAUD n'a pas contractualisé avec un éco-organisme ou un système individuel, mais la démarche est engagée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 8] formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Obligation de reprise sans frais

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/02/2025, article R. 543-155 (II)
Thème(s) : Situation administrative, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que sur la procédure d'admission de la société PASSENAUD, il n'est pas fait mention de facturation client suite à la réception de véhicule. L'exploitant a confirmé que la reprise de véhicule était gratuite.</p> <p>[Pdc n° 9] : Pas de non-respect constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/02/2025, article R. 541-45
Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.(...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.

Constats :

L'inspection a constaté que la société DenisPASSENAUD était inscrite sur Trackdéchets et que les BSD étaient émis à chaque entrée de véhicule hors d'usage soit en leur nom propre quand c'est un particulier, soit à une entreprise type autre centre VHU.

[Pdc n° 10] : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite